

PRIVER LES SOCIÉTÉS DE SENS CONDUIT AU CHAOS

Entretien avec Stéphane ROZÈS

L'absence d'« horizon de sens » que vivent les sociétés néolibérales est dangereux. Le marché et la technique ne suffisent pas à formuler un projet. En outre, la globalisation économique, financière et numérique, en ignorant les imaginaires des peuples, remet en cause les fondamentaux des civilisations. En France, les classes dirigeantes, ayant adopté le néolibéralisme, se sont détachées de l'imaginaire culturel du peuple. La réflexion sur l'Europe doit intégrer ses particularités culturelles nationales.

Une société peut-elle se passer de projet, d'un « horizon de sens » ?

■ **Stéphane Rozès :** C'est bien l'enjeu actuel. Cette absence d'horizon de sens, de croyance dans l'avenir, est la cause essentielle du chaos actuel. Chaque communauté humaine se constitue au travers de la *conscience que nous sommes mortels* et qu'il faut nous rassembler pour faire face aux périls. La quête de sens est le ciment qui permet de rendre compte des limites individuelles et de justifier la vie collective. Elle consiste à aller chercher hors de soi des images, des symboles, des récits, des représentations artistiques, religieuses ou politiques qui nous sortent de la tension existentielle entre la vie et la mort et qui nous relient aux autres au travers d'un dépassement spirituel ou politique.

Ce sens vient se nicher dans l'écart entre le réel et ses représentations, le signifiant et le signifié, le langage comme échange d'informations et le langage comme engagement. Cet horizon de sens, sans cesse retravaillé, permet de tenir ensemble des individus disparates en termes d'origines, de territoires, de statuts sociaux ou d'intérêts de

classe. Ainsi se constituent les tribus, les ethnies et les peuples afin de s'approprier le réel et de s'y mouvoir au travers d'images, de façons de voir, d'être et de faire, de types de socialités, ce que j'appelle des « imaginaires ». Ils sont pérennes.

Or, aujourd'hui, cet horizon de sens s'épuise avec la globalisation économique, financière et numérique sous gouvernance néolibérale et transnationale. Les communautés humaines se retrouvent asservies à l'efficacité des marchés et de la technique, qui échappent à la volonté politique. Les imaginaires des peuples sont déstabilisés en profondeur et deviennent ballottés par un cours des choses qui leur échappe objectivement et subjectivement. Les sociétés se fragmentent et croient se sauver non par un dépassement mais par le rejet de l'autre en leur sein, puis à l'extérieur avec les guerres.

La crise pandémique, qui porte l'incertitude et la peur de la contagion, a spectaculairement rappelé que ce qui fonde les communautés humaines n'est ni la prospérité économique, ni même des principes et valeurs comme les libertés individuelles qui semblaient acquises, mais le fait de *faire face ensemble*.

Pourriez-vous revenir sur cette notion – importante – d'imaginaire ?

■ **St. Rozès :** Ma grille d'analyse « imaginariste » s'est constituée durant quatre décennies de constats empiriques, motivés par la nécessité professionnelle des études et du conseil d'interpréter les constantes des représentations, des attitudes et des comportements, au profit d'États, de gouvernants, de ministères, de personnalités politiques, d'entreprises, de syndicalistes, de collectivités locales et d'institutions transnationales, afin de les conseiller et de leur remettre des préconisations.

Cela m'a obligé à construire une grille d'analyse intégrée, en dehors des grands courants idéalistes ou matérialistes. L'idée que le cours des choses procéderait de l'évolution de la force des idées ou des forces matérielles ne me permettait pas de rendre raison de ce que j'observais des comportements, au travers de nombreuses études quantitatives et surtout qualitatives confidentielles qui avaient fait ma réputation professionnelle. Dans ma grille imaginariste, *l'infrastructure est culturelle*.

J'ai dû alors arriver à l'idée que le cours des choses procède de l'articulation entre les imaginaires pérennes des peuples, leurs façons de voir, d'être et de faire pour s'approprier le réel, qui découlent de la

façon dont les peuples se sont assemblés, d'une part, et, d'autre part, leurs outils que sont les représentations, les institutions religieuses et politiques, les rapports sociaux et géopolitiques variables leur permettant de s'adapter à ce réel et de s'y insérer. S'il y a harmonie entre les imaginaires et leurs formes, le cours des choses est relativement équilibré. S'il y a incohérences ou contradictions, alors des crises systémiques adviennent. C'est le moment que nous vivons aujourd'hui.

Les imaginaires des peuples tiennent ensemble le « bon », le « juste » et « l'efficace » que le religieux et le politique ont en charge de représenter, d'incarner et de transcender. Or, la globalisation néolibérale « efficace » se détache du « bon » et du « juste ». Les moyens se substituent aux fins. On assiste à une décivilisation portée par ce qui fut le moteur initial de la globalisation : l'Occident. Pour des raisons liées à l'histoire et à la géographie, la civilisation occidentale voit l'humain en surplomb de la nature, construisant son destin par la raison, l'expérience et le progrès, alors que l'imaginaire de l'Orient se caractérise par la quête de l'harmonie. L'universalisme et le progressisme qui prétendent s'affranchir des limites humaines et collectives ont épuisé et rendu caduque la quête de sens qui nous tient ensemble.

En quoi consiste l'imaginaire français ? Et comment s'est-il constitué au cours de l'histoire ?

■ **St. Rozès :** Le rapport que nouent en France le citoyen à la nation, le travailleur à son entreprise, le consommateur aux marchés, aux biens et aux services, le résident à son territoire et à l'esprit de ces lieux, l'internaute aux réseaux sociaux, est mû par des constantes. Elles sont l'expression de l'imaginaire de notre peuple qui fonctionne comme un inconscient collectif qui perdure. Voilà ce que furent les premiers constats qui fondèrent mes analyses...

L'imaginaire français est *projectif* et *universaliste* car la France est géographiquement le cul-de-sac de l'Europe et a dû s'unifier historiquement par une construction politique par l'entremise de l'État. Dès le départ, elle est marquée non par une origine mais par *des* origines. Des Celtes, des Latins et des Germains s'y côtoient, se jaugent, s'affrontent, coopèrent et se rapprochent au travers d'épreuves et de disputes communes. La France se constitue par des représentations en écart projectif à l'égard du réel, de sorte de pouvoir assembler et dénaturiser les origines, l'État précédant la nation.

Cette mise à l'écart de nos différences par le moyen des disputes politiques doit s'encaster dans du commun et susciter une projection universaliste. Nous devons « embrasser le monde » pour reprendre la formule d'André Malraux, qui précisait : « Les croisades avant même les guerres napoléoniennes. » Nous pourrions ajouter les entreprises coloniales et le fait de voir l'Europe comme « la France en grand ».

Dès lors, l'imaginaire français se caractérise par une forme de légèreté, comme le montrent la poésie à la française, la caricature, cette façon de se moquer sans cesse de tout, de n'importe qui et n'importe comment, qui va de François Rabelais à *Charlie Hebdo*. Ce sont autant de façon de dénaturer des situations, des statuts sociaux, des origines, que l'on trouve dans le théâtre de Corneille, celui de Molière, celui de Marivaux, celui de Beaumarchais, le théâtre de boulevard et bien d'autres manifestations. La langue étant le support de l'imaginaire des peuples, le français, langue de la poésie et de la diplomatie, se caractérise par un fort écart entre le signifiant et le signifié, permettant d'accueillir la différence. De Senghor à Glissant, chacun, au sein de la francophonie, pourra y habiter avec ce qu'il est.

Le *cogito* cartésien qui prétend séparer le corps de l'esprit et faire prévaloir ce dernier a appliqué à la philosophie l'expression de cet imaginaire. Une phrase de René Char précise ce que nous sommes : « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament. » Au contraire, en contexte allemand, Bismarck déclarait : « Celui qui ne sait d'où il vient ne peut savoir où il va, où il est. En cela, le passé est la rampe de l'avenir. » Chez nous, ce n'est pas le passé mais la construction politique d'un avenir commun qui nous relie.

Il se trouve que le cours des choses est devenu contraire à notre imaginaire projectif et universaliste. Depuis trente ans, le sommet de l'État relaie les gouvernances néolibérales de l'Union européenne qui enjoignent à la nation, pour survivre, de s'adapter perpétuellement à des règles et nécessités économiques extérieures, contraires à l'imaginaire national. Cela a engendré un pessimisme record dans le monde, une dépression morale, la dévitalisation de la République et de sa promesse, une décomposition politique, l'effondrement de notre modèle, la baisse de notre compétitivité économique, le délitement de notre cohésion sociale, la dilution de notre civilité, la fatigue des classes dirigeantes incapables de promouvoir les valeurs républicaines, la perte d'influence de la France en Europe et dans le monde.

On peut noter que cela trouve sa source théorique dans un certain héritage des Lumières. Dans sa nouvelle préface des *Lettres persanes*, Alain Supiot rappelle que le juriste Montesquieu, constatant et décrivant les différences d'us et coutumes des peuples, en conclut que chaque loi doit s'y conformer. Par contraste, un peu plus tard, le mathématicien et philosophe Condorcet argue que la Raison étant une, la Vérité aussi, la Loi devrait être une dans le monde entier et que les différences culturelles entre les peuples devraient s'homogénéiser. La pensée de Condorcet porte en germe l'idée néolibérale qui, dans ses effets, nous amène au chaos. La globalisation fait de l'outil efficace des marchés, des calculs et du numérique le fondement du cours des choses, alors que, pour les communautés humaines, il ne s'agit que d'un moyen.

La singularité de la mondialisation actuelle est que les précédentes mondialisations résultaient de communautés humaines qui les précédaient. Ainsi on pouvait nommer l'adversaire ou le responsable. On pouvait toujours donner du sens, pour s'en désoler ou pour s'en satisfaire.

Il y a « décivilisation » aujourd'hui en ce que les fondamentaux des civilisations sont remis en cause par la globalisation économique, financière et numérique. Elle déterritorialise, désincarne et naturalise au travers des marchés, du calcul, de l'intérêt, de l'intelligence artificielle (IA), d'instances de gouvernance transnationales et de technostructures qui se substituent au politique.

Dans un premier temps, ce mouvement est porté par les sociétés elles-mêmes, par leurs besoins de justice, par la dynamique d'égalité au travers de « droits créances » tenant ensemble les classes sociales, par mimétisme, matérialisme, hédonisme ou cupidité. Aujourd'hui, les peuples prennent conscience qu'ils ne sont plus maîtres de leur destin. Pour contrer leurs forces centrifuges, ils se « replient sur le caractère archaïque de leurs imaginaires », selon l'expression du président Emmanuel Macron lors de sa première conférence devant les ambassadeurs, en septembre 2017. Tous les peuples, même ceux qui ont profité des modalités néolibérales de la mondialisation, sont affectés.

Pour s'en tenir à la situation française, on voit bien dans l'histoire de France que ce qui est constitutif de cet imaginaire est un certain sens de l'État, une certaine verticalité du pouvoir, qui fait tenir l'ensemble. Qu'en est-il aujourd'hui ?

■ **St. Rozès :** Chez nous, c'est une constante politique. « La République une et indivisible, c'est notre royaume de France », disait Charles Péguy. Cette attente de verticalité et d'autorité perdue au sein de la nation. La jacquerie des « gilets jaunes » et le mouvement social contre les retraites soutenus par les deux tiers des Français, devenu politique après le recours présidentiel au 49.3, sont l'expression d'une demande d'autorité politique de la part d'un peuple qui veut demeurer souverain.

Mais il faut distinguer entre la verticalité qui assemble nos diversités d'origine, territoriales et sociales, et celle qui contraint. Il y a l'autorité attendue et l'autoritarisme. Si, à la verticalité de la transcendance spirituelle incarnée par le Christ pour assembler les chrétiens, se substitue au plan temporel l'hétéronomie politique verticale du souverain pour tenir ensemble les citoyens, il ne faut pas oublier ce que le processus a d'immanent, intériorisé par chaque citoyen au travers de la quête de l'intérêt général.

Plus les marchés, les réseaux sociaux et la « *start-up nation* » horizontalisent et segmentent économiquement les conduites des individus, plus ces derniers doivent se retrouver et s'assembler au travers de la verticalité politique, sa symbolique et son effectivité républicaine.

Depuis trois décennies, l'État se retourne contre sa vocation première. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les présidentiables, pour se faire élire, ont dû donner des gages dans les postures et projets à la forme prise par l'imaginaire français. Le moment du rite présidentiel ne vise pas tant à élire un Président qu'à réactiver notre imaginaire dont les candidats sont les acteurs et non les auteurs. « Le souverain interprète le spectacle du peuple », disait Thomas Hobbes. Le rite présidentiel, encadré par le mode de scrutin uninominal à deux tours, permet de déployer notre dispute commune pour se retrouver dans une incarnation présidentielle. La dimension spirituelle de la fonction présidentielle est la symbolique qui permet le consentement politique à sa dimension temporelle.

Sitôt élu, le Président se trouve occuper un État qui s'est retourné contre l'imaginaire et les intérêts de la nation. La verticalité de l'État et du Président n'est plus au service de la projection de la Nation dans l'espace et dans le temps : la construction de l'avenir. Il est au service de l'adaptation perpétuelle à des règles et nécessités économiques immédiates. Ainsi la verticalité projective se transforme en verticalité intrusive, l'autorité politique se transforme en autoritarisme technocratique, la stratégie se transforme en tactique, la pesée sur le réel se

transforme en communication. Cette malédiction d'un État qui se retourne contre l'imaginaire de la nation, alors qu'il doit la tenir, génère notre dépression et notre effondrement.

La France a non seulement accompagné mais promu une construction européenne qui est devenue au fil du temps, à partir de l'« Acte unique » et du traité de Maastricht, une construction néolibérale. Elle s'est donc peu à peu détachée du génie européen, qui est de faire de la diversité culturelle des peuples européens du commun et non de les fusionner économiquement à partir de nécessités et de règles économiques décidées d'en haut et censées agir par les infrastructures économiques.

La prise de la souveraineté populaire chez nous est faible. Le surplomb des classes dirigeantes, leur façon de se considérer *elles* comme légitimes, les amène à concevoir que leur vraie utilité passe par leur capacité à faire entrer la nation française dans le trou d'aiguille néolibéral. Le peuple, de son côté, est pris dans une situation infernale : il est tenu ensemble par la représentation de la verticalité de l'État et une sacralisation de la politique, alors que le personnel politique et ses gouvernants la banalisent. De temps en temps, on voit surgir un puissant mouvement social, une jacquerie, plus rarement une révolution. Toujours y est imbriquée la question sociale enclavée dans la question nationale. Cela explique l'éloignement politique de la gauche de l'axe de gravité de l'imaginaire français et la perte des catégories populaires laissées au Rassemblement national.

Il y a, en France, un écart entre les façons d'être des classes dirigeantes et celles du peuple. Cela se voit dans la formation de nos élites. J'enseigne à Sciences Po Paris depuis trente-trois ans, j'ai enseigné à HEC et j'ai observé la perte des humanités, de la culture générale. Nos classes dirigeantes, de droite comme de gauche, ont perdu le contact avec ce qu'est la France, sa culture et son génie.

Quelle est la dimension religieuse de ces imaginaires, en particulier de l'imaginaire français ?

■ **St. Rozès** : Elle est essentielle. Mais, selon moi, les imaginaires des peuples constituent les creusets de leurs croyances et de leurs institutions religieuses, qu'elles se laïcisent ou non. Les imaginaires des civilisations et des peuples les inscrivent dans les grandes traditions religieuses, de l'animisme au monothéisme, en passant par le poly-

théisme. C'est la confrontation au réel des peuples et des civilisations, encadrés par leurs institutions religieuses, qui suscite les évolutions théologico-politiques endogènes aux religions.

Le judaïsme est religion du Verbe et de la Loi. L'appartenance à l'Empire romain, avec sa double caractéristique d'occupation et de domination politique, d'une part, et le maintien des singularités et pratiques culturelles et religieuses des peuples qui constituent l'Empire, d'autre part, va tendre les débats théologico-politiques en son sein entre sadducéens, pharisiens, esséniens, Samaritains, zélotes et enfin la nouvelle secte qui se constitue autour de Jésus de Nazareth. Cette dernière va s'autonomiser après les conversions de non-Juifs qui donnèrent lieu au concile de Jérusalem en 48, à la confrontation entre Pierre, Jacques et Barnabé, d'une part, et Paul, d'autre part, pour aboutir à un compromis rendant possible la déconnexion entre la foi dans le Christ comme Fils de Dieu et les pratiques du judaïsme. La déconnexion entre la loi temporelle de César et la loi de Dieu énoncée par le Christ a rendu possible la conversion de l'empereur Constantin au christianisme. Cela favorisa l'unification et la réforme de l'Empire que la réflexion théologico-politique de saint Augustin solidifiera.

Le christianisme est l'émanation d'une confrontation entre l'imaginaire du peuple juif et celui de l'Empire romain qui va déployer son universalité en son sein. La réforme grégorienne va préciser cette universalité en distinguant ce qui est du ressort du pouvoir spirituel et ce qui dépend du pouvoir temporel. Les distinctions confessionnelles entre catholiques, orthodoxes et protestants résultent de la confrontation entre cet horizon d'universalité et les imaginaires particuliers des peuples qui adoptent progressivement le christianisme.

On le sait, la France a été appelée la « fille aînée de l'Église » du fait de la conversion du roi barbare franc Clovis au christianisme, en 498 environ. À travers les siècles, dès les Mérovingiens, il fallait, pour constituer ce qui va devenir la France, la verticalité royale et catholique, représentée par le souverain au sommet de l'État et tenue par un clergé, comme ciment de l'hétéronomie politique.

Même dans une société déchristianisée comme la nôtre perdurent des formes de sacralisation du politique, concomitamment avec une détestation du personnel politique et une critique vive du Président, comme on l'observe aujourd'hui. « Tout commence par la mystique et se dégrade en politique », disait Charles Péguy, qui précisait : « L'intérêt, la question, l'essentiel est que, dans chaque ordre, dans chaque

système, la mystique ne soit point dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance¹. »

À cet égard, la dernière présidentielle n'a pas fonctionné selon le rite habituel, de sorte que le Président n'a pas pu avoir de majorité législative. Ce qui est sorti de cette présidentielle n'était pas l'émanation d'une réactivation de l'imaginaire français au travers d'une dispute politique commune dont les présidentiables sont les acteurs. Elle s'est faite sous l'emprise de la peur : peur de la pandémie et peur de la guerre en Ukraine. Ce détournement du rite présidentiel explique l'absence de majorité présidentielle au Parlement et le caractère dangereux et instable résultant de la politique présidentielle. Elle s'adosse à la légalité politique et aux institutions sans égard pour la légitimité politique qui requiert un consentement minimal de la nation. Le Président a obéré les singularités de sa réélection.

Revenons aux questions religieuses. Un temps, le protestantisme, qui se répandait dans la noblesse et en certaines terres récalcitrantes à l'autorité royale, prospéra. Mais le rapport individuel et direct à Dieu, avec la disparition du clergé, était vécu par le peuple comme porteur de forces centrifuges pour l'unité du royaume et de la France. Au protestantisme, il faut des terres aux imaginaires suffisamment immanents, aux communautés suffisamment soudées au préalable. De la même façon, dans ce type de société, le capitalisme pouvait se déployer plus rapidement. Par ailleurs, le jansénisme a dû céder face aux jésuites, assumant l'écart français entre le réel et le souhaitable.

À partir de votre grille d'analyse imaginariste, que peut-il advenir, que faire ?

■ **St. Rozès** : La panne de sens et les crises profondes qui affectent la République et l'Église ne proviennent pas en France d'un éloignement du passé mais d'une panne d'avenir. Le moment actuel, y compris du point de vue chrétien qui est le nôtre, réactive la confusion entre le spirituel et le temporel, le progrès et le progressisme comme mouvement perpétuel, entre l'universel comme moyen et l'universalisme comme finalité, faisant advenir sur terre le royaume des Cieux, le message évangélique et la prescription politique.

1. Charles Péguy, « Notre jeunesse », *Les Cahiers de la quinzaine*, XI et XII, édition Robert Burac, 1910, dans *Œuvres en prose complètes*, tome 3, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », n° 389, 1987, p. 20.

Avec la postmodernité et le néolibéralisme, on assiste à une divinisation de l'homme et une apologie du progrès sans limite qui se retourne contre l'humain et les communautés humaines. Le cours des choses devenu contingent occasionne trois types de réactions anti-humanistes. D'abord les replis identitaristes essentialisés des minorités se présentant façonnables à volonté, qui cherchent à les défendre sous un voile d'ignorance du commun, si ce n'est au travers du paravent de l'idéologie wokiste comme fédération des minorités. Au nom des nécessaires luttes contre les discriminations, l'homme n'est plus jugé selon ses dires et ses actions mais selon ce qu'il est censé être. Ensuite le retour de la loi de Dieu devant s'imposer à la loi des hommes, dont l'islamisme est le phénomène le plus spectaculaire et inquiétant, du fait de la non-distinction entre le spirituel et le temporel dans l'islam. Enfin la fuite en avant technologiste avec le transhumanisme qui prétend dépasser l'humain par la technique.

Pour retrouver un horizon de sens et une croyance dans l'avenir, et pour éviter barbarie et chaos, les peuples doivent avoir prise sur le cours des choses. Sinon, ils iront à la guerre comme en Ukraine et, depuis le 7 octobre 2023, dans la guerre entre Israël et le Hamas. Non seulement pour résoudre leurs fragmentations internes en s'affrontant à l'autre mais parce que la guerre est la manifestation archaïque, simple et tragique que la vie a un prix, puisqu'on est prêt à la donner.

L'analyste, le citoyen et le croyant sont mobilisés mais ces trois ordres sont de natures différentes. Ils doivent être distingués sous peine de dangereuses confusions. L'analyste doit rendre raison du monde le plus objectivement possible sans recourir, autant faire se peut, à ses convictions religieuses ou idéologiques, à distance de sa propre culture. Sur le plan normatif, le réalisme impose de promouvoir un humanisme enraciné, partant de ce que sont les imaginaires des civilisations et des peuples souverains, au nom de l'universel. C'est la condition pour éviter le pire et résoudre les immenses défis environnementaux, sanitaires, migratoires et de justice auxquels l'humanité est confrontée.

Propos recueillis par François EUVÉ.



Retrouvez le dossier « **Politique française** »
sur www.revue-etudes.com